

L'Europe à la traîne



Economie

Pierre-Antoine Delhommais

Comme dirait Calimero, « *c'est vraiment trop injuste* ». Selon la Banque centrale européenne (BCE), la zone euro devrait enregistrer cette année un recul de son produit intérieur brut (PIB) de 4,6 %. Les Etats-Unis, de leur côté, connaîtraient un repli limité à 2,8 %.

C'est vraiment trop injuste : le pays des subprimes, de tous les excès d'endettement et de toutes les dérives de la déréglementation, le pays de Lehman Brothers, de Freddie Mac et de Fannie Mae, de Bernard Madoff, d'AIG et de General Motors, devrait connaître une récession moins sévère que le Vieux Continent, réputé plus vertueux et plus sage.

Pire. En 2010, l'Amérique devrait renouer avec une croissance, très faible, mais une croissance tout de même, quand l'Europe continuerait à se morfondre et à voir son PIB reculer (de 0,3 %). Vraiment trop injuste.

Certes, beaucoup avaient prédit le pire, à savoir une dislocation pure et simple de

la zone euro sous l'effet de ce choc sans précédent depuis 1929, avec la sortie des pays les plus fragilisés économiquement et financièrement par la crise, comme la Grèce, l'Irlande ou l'Espagne. Pour l'instant, ils tiennent bon et la probabilité de les voir éjecter de l'euro diminue au fur et à mesure que, lentement mais sûrement, les tensions sur les marchés de capitaux s'apaisent et que leurs conditions de refinancement s'améliorent.

Mais si la zone euro a évité le pire, elle a aussi échappé au meilleur, elle s'est montrée incapable de prendre un avantage décisif sur une Amérique en pleine déconfiture, d'imposer au monde « son » modèle économique. La crise des subprimes a mis en évidence les défauts de structure de la zone, son hétérogénéité et ses pesanteurs, elle a révélé l'impuissance de son commandement et les failles de sa gouvernance.

Il n'y pas vraiment de mystère. Si l'économie américaine sort, comme c'est très

probable, plus rapidement du trou noir que l'Europe, ce n'est pas parce qu'elle y est entrée légèrement plus tôt. C'est que la riposte économique y a été incomparablement plus massive et vigoureuse. La Réserve fédérale américaine, la Fed, a abaissé ses taux directeurs à toute allure, jusqu'à zéro pour cent, pendant que la BCE réduisait les siens au petit trot.

Sur le plan budgétaire, le montant cumulé des mesures de soutien décidées aux Etats-Unis représente, selon les économistes de Natixis, 23,8 points de PIB pour les années 2008, 2009 et 2010. En Allemagne, première puissance économique de la zone euro, elles se montent à 8,8 points de PIB, en France à 7,8 points, comme en Italie.

Cette timidité européenne est d'abord « idéologique ». L'Allemagne, traumatisée par le coût de la réunification et obsédée par l'assainissement de ses finances publiques, a tout fait pour empêcher une relance à tout-va sur le Vieux Continent. Berlin a même réussi à en convaincre l'Elysée, pourtant plutôt bien disposé a priori à l'égard des théories keynésiennes. A chaque fois qu'elle en a l'occasion, Angela Merkel fait part de son angoisse face à « *la montagne de dettes* » en train de s'accumuler. Et cette semaine, elle s'est inquiétée des mesures non-conventionnelles de création monétaire prises par la BCE et des risques de déroger au principe sacro-saint, outre-Rhin, d'indépendance de la banque centrale.

Les Américains, dans le même temps,

se sont montrés beaucoup moins idéologiques, oubliant leurs idéaux libéraux et non interventionnistes. Dépensant sans compter pour leurs banques, faisant acheter des emprunts d'Etat par la Réserve fédérale ou nationalisant General Motors.

Mais la frilosité des Européens est aussi le reflet de leur impuissance à surmonter leurs égoïsmes. Chaque pays a agi,

La frilosité des Européens est le reflet de leur impuissance à surmonter leurs égoïsmes.

Chaque pays a agi, face à la crise, en solo, selon ses propres besoins et ses propres intérêts

face à la crise, en solo, selon ses propres besoins et ses propres intérêts, qui étaient opposés. Rien de commun entre une Espagne mise K.-O. par son immobilier et une Allemagne avant tout affectée par la contraction du commerce mondial. L'idéal, bien sûr, aurait été que Berlin soutienne massivement sa demande intérieure, mais cela aurait coûté au contribuable allemand et essentiellement profité aux autres pays. L'altruisme a ses limi-

tes, surtout à quelques mois des élections. Faute de structure politique supérieure capable d'imposer ses vues à tous, faute de gouvernement économique fort, l'Europe en a donc été réduite à des stratégies « *non coopératives* », pour parler comme les économistes. Autrement dit à des stratégies du chacun pour soi et de la croissance pour personne.

A la traîne dans la reprise, par incapacité à se coordonner, l'Europe l'est aussi, pour les mêmes raisons, dans le domaine des réformes du système financier, où elle avait pourtant la prétention de montrer la voie à suivre. Que ce soit en matière de supervision bancaire et de surveillance macroprudentielle, de réglementation des hedge funds, de normes comptables, d'encadrement des salaires, d'organisation des marchés dérivés, d'évaluation de la solidité des banques – les fameux *stress tests* –, elle en est encore au stade des projets et des palabres quand les Etats-Unis ont à peu près déjà tout ficelé.

L'histoire, bien sûr, dira si les Américains ne sont pas allés trop vite et trop fort. C'est possible. En attendant, et là ce n'est plus seulement « *trop injuste* », mais un brin humiliant, les Européens doivent avant tout compter sur l'efficacité des dépenses décidées à Washington et sur l'assainissement des banques américaines pour pouvoir eux-mêmes respirer à nouveau. ■

Courriel : delhommais@lemonde.fr